

## La politique destinée aux quartiers difficiles doit être tirée d'un PROJET GLOBAL DE SOCIÉTÉ.

Les images des émeutes de novembre 2005 restent gravées dans la mémoire des Français. Symptomatiques du malaise social, ces événements ont entraîné une prise de conscience générale des politiques, des médias et des citoyens. Depuis sa création en 2002 et le Rapport parlementaire au Premier ministre de Christine BOUTIN sur l'exclusion en 2003, le Forum des Républicains Sociaux alerte les pouvoirs publics sur le délitement de la cohésion sociale et de ses relais que sont la famille et l'école. Plus que la stigmatisation de telle ou telle catégorie de personnes, c'est un véritable projet de société partagé par tous qu'il s'agit de reconstruire.

Aujourd'hui, la Politique de la ville souffre moins d'un problème de budget que d'un problème de projet et de vision d'avenir. De nombreux dispositifs sont mis en place et une réelle volonté politique se manifeste. Ce qui fait bien plus défaut, ce sont des repères forts sur ce que notre société veut promouvoir auprès des nouvelles générations. Il est classique de dire que « le modèle d'intégration français » ne fonctionne plus. Mais c'est, avant tout, la société française dans son ensemble qui souffre d'éclatement. Les violences des banlieues ne sont, en effet, que des caisses de résonance d'un malaise partagé par nombre de Français, quelle que soit leur situation, comme le montrent les études sur les inquiétudes des classes moyennes dorénavant fragilisées. C'est pour cette raison que le Forum des Républicains Sociaux considère que c'est un projet global qu'il faut réinventer.

### Réhabiliter les lieux d'apprentissage

De l'avis de nombreux observateurs et acteurs de la vie sociale, les actes de violence des jeunes viennent en premier lieu du manque de repères familiaux. Il apparaît de façon de plus en plus évidente que la famille demeure le lieu premier et incontournable de tous les apprentissages. Pourtant, si chacun s'accorde sur ce constat, il ne semble pas qu'une réelle prise de conscience politique soit aujourd'hui suffisante pour engendrer une véritable action volontariste. Jusqu'à présent, la politique familiale a principalement consisté à renforcer le



niveau de vie des familles avec enfants, ce qui est certes nécessaire, mais incomplet. Depuis peu, la valeur particulière de la responsabilité parentale émerge des débats. Mais cette évolution reste timide et ambivalente : il n'existe pas encore de discours politique audible sur la nécessité de sortir de la « pensée 68 » sur les questions familiales. Si les discours libertaires demeurent en sourdine sur les questions de la délinquance et de la sécurité, il reste encore une sorte de retenue lorsqu'il est question d'agir politiquement sur la perte des repères familiaux. Cependant, quelques mesures récentes vont dans le bon sens : les « réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents », l'affirmation du principe de l'autorité partagée et la valorisation du rôle des pères, le « contrat de responsabilité parentale », etc. Ces mesures seraient davantage soutenues et appliquées si elles trouvaient réellement un écho dans un discours de fond plus affirmé : pourquoi ne pas reconnaître qu'il n'y a pas de meilleur cadre d'apprentissage de la vie que la famille ? Que de ce fait, chacun doit pouvoir être soutenu pour sauvegarder la solidarité familiale ? Que des mesures spécifiques doivent accompagner les

ruptures familiales, toujours douloureuses, malgré leur dédramatisation aujourd'hui ?

### Réaffirmer des valeurs partagées

Dans le même temps, la France se caractérise aujourd'hui par une violence contre toute forme d'institution, à commencer par l'École. Ses représentants, les enseignants, sont fréquemment victimes d'actes de violence. Ils sont pris en étau entre une société qui dénigre l'autorité de la parole des adultes et des adolescents qui réclament désespérément - quitte à l'exprimer violemment - l'affirmation de limites jamais affirmées. Ce malaise identitaire et social est amplifié par le manque de projet et de perspective personnelle. Bien des jeunes sont entourés d'adultes n'ayant connu d'autre réalité que le chômage ou sont habitués à vivre plus d'allocations que du fruit de leur travail. Or tous les experts s'accordent, de quelque bord que ce soit, que le travail est un facteur clé d'intégration sociale et d'estime de soi.

A ces problèmes sociaux s'ajoute, pour les immigrants, l'exclusion par la langue, facteur de cohésion et d'identification. Comment s'intégrer sans parler français ? Comment se connaître si l'on ne se parle pas ? Comment faire tomber les peurs si l'on ne se communique pas avec l'autre ? Les Contrats d'Accueil et d'Intégration (CAI) prévoient l'apprentissage du français, mais sont limités aux derniers arrivants, ce qui ne répond qu'à une part des besoins de la population souffrant de l'isolement linguistique.



La politique destinée aux quartiers difficiles doit être tirée d'un PROJET GLOBAL DE SOCIÉTÉ.

Plus que la création de nouvelles politiques publiques, c'est la coordination de l'action des multiples acteurs concernés qui doit prévaloir. Et surtout, la réappropriation par tous les citoyens de ce que vivre en France signifie et implique pour chacun.

**1/** Les « modèles sociaux » à la française doivent être redéfinis dans leur forme comme dans leur contenu. Qu'il s'agisse du modèle « républicain » fondé sur des valeurs citoyennes, du modèle « social » articulé autour de la solidarité et la promotion sociale, du modèle de la « laïcité » qui accepte toute religion et tout croyance, du modèle « d'intégration » censé assimiler les immigrés à la culture française et refuser les communautarismes, etc.

**2/** Tous ces modèles ont été progressivement vidés de leur sens car les structures ou institutions qui permettaient de les faire vivre ne sont plus opérants : la famille, l'école, le service militaire, les structures économiques et associatives, etc. Cet éclatement appelle la reconstruction et l'adhésion à un véritable projet de société partagé.

**3/** Le malaise social perceptible dans les banlieues n'est que le reflet d'un processus de désintégration de la cohésion sociale dans son ensemble. C'est pourquoi, les réponses en termes financiers ne suffisent pas. C'est d'un projet fédérateur pour la société française globale dont nous avons besoin aujourd'hui.

**4/** Les observateurs des émeutes urbaines et les experts sont quasi unanimes, dans leur constat, sinon dans leurs préconisations : parmi les causes profondes figurent en tête la déstructuration familiale, ainsi que celle de la déstructuration du sentiment d'appartenance à la nation.



**5/** La politique familiale en France poursuit des objectifs essentiellement centrés sur le niveau de vie des enfants et des parents, ce qui ne rend de loin pas compte de l'ensemble des problématiques auxquelles sont confrontées les familles.

**6/** Quelles que soient les transformations qu'elle rencontre aujourd'hui, la famille demeure dans les faits et en dehors de toute considération idéologique, le premier lieu de l'éducation de l'enfant. Il est essentiel de respecter ce rôle et de l'aider à l'exercer au mieux.

**7/** Les jeunes des Zones Urbaines Sensibles (ZUS) sont le plus souvent entourés d'adultes au chômage (environ un adulte sur cinq). Un système combiné de dépendance des allocations et d'absence de dignité et de perspective par le travail s'est progressivement mis en place. De plus, les personnes qui désirent travailler sont souvent victimes de discriminations à l'embauche.

**8/** Aujourd'hui, toutes les grandes villes sont confrontées à l'existence de zones de « non-droit ». Dans certains quartiers, l'École devient un lieu où les professeurs semblent contraints à plus faire de la discipline qu'à enseigner leur matière. La République française ne peut s'en satisfaire.

90 voitures sont brûlées, en moyenne, chaque nuit, en France, selon les Renseignements Généraux.

68 actes de délinquance pour 1000 hbts, en moyenne, ont été comptabilisés, en 2004, en Zone Urbaine Sensible (ZUS), contre 47 en moyenne sur l'ensemble du territoire français, selon le rapport 2005 de l'Observatoire national des ZUS.

## LES PROPOSITIONS

du Forum des Républicains Sociaux :

simples et réalistes

**1/ Aider les parents à être les premiers acteurs de l'éducation de leurs enfants** en redéfinissant et formalisant les relations entre les parents et l'école : bulletin de note donné en main propre aux parents, pérennisation des adultes relais, « contrat » entre les parents et le professeur principal sur des éléments concrets d'éducation : nombre d'heures suffisant de sommeil, devoirs personnels, contrôle de l'usage de la télévision, etc.

**2/ Faire de l'école un lieu d'éducation, de mixité sociale et d'entraide** : en proposant des systèmes de tutorat pour les élèves, et davantage d'éducation civique. En faisant éclater les écoles-ghettos et en proposant un accompagnement ou une formation pour les enseignants.

**3/ Utiliser le travail comme un tremplin vers l'intégration** : en organisant un système de parrainage étendu des personnes originaires de Zones d'Education Prioritaire (ZEP) ou de Zone Urbaine Sensible (ZUS), et en mettant en place le **Dividende Universel**. Filet de sécurité offert à toute personne, il permet de reconnaître la place de chacun dans la société et d'exercer une solidarité effective, en reconnaissant toutes les activités dont le retour au travail.

**4/ Structurer un itinéraire d'intégration pour aboutir à la naturalisation** : la demande de naturalisation doit donner lieu à une cérémonie solennelle en mairie. Favoriser la connaissance de la France et de sa culture et la maîtrise de la langue française, en rendant impératif le suivi de cours de français.

**5/ Instaurer un service civique obligatoire** : pour faire sortir les jeunes de leur quartier, resserrer le lien social entre les citoyens français et souligner l'appartenance à une communauté nationale construite sur un équilibre entre droits et devoirs.

**6/ Réinsérer les jeunes délinquants** : privilégier la médiation citoyenne pour régler les litiges et développer les « travaux d'intérêt général » à la place de la prison. Développer et multiplier les dispositifs de « 2<sup>ème</sup> chance ».

**7/ Instaurer une coordination des politiques par une « conférence des financeurs »** : vérifier ainsi la cohérence des actions et favoriser l'orientation des financements sur les priorités locales.

janvier 2007